

Acte d'engagement

Lot n°2 : Enfouissement et éclairage public

**Marché de travaux d'aménagement de la rue du faubourg
Saint Jean à Chartres dans le cadre de la ZAC du pole gare**

Chartres Aménagement SPL représentée par son Président directeur général Franck MASSELUS

Marché de travaux

Procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE)	4
ARTICLE 1 – CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE)	5
ARTICLE 1 – CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES)	6
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ – DESCRIPTION ET LIEU D’EXECUTION	9
2.1 - Objet du marché	9
2.2 - Allotissement	9
2.3 - Décomposition en tranches	9
ARTICLE 3 – DUREE, DELAI D’EXECUTION DU MARCHÉ ET RECONDUCTION	9
3.1 – Durée et délai d’exécution du marché	9
3.2 – Reconduction	10
ARTICLE 4 – Prix	10
4.1 - Modalités de variation des prix	10
4.2 - Montant de l'offre	10
4.3 - Sous-traitance	11
ARTICLE 5 - AVANCE	12
ARTICLE 6 - REGLEMENT	12
4.4 - Délais de règlement	12
4.5 - Mode de règlement	13
ARTICLE 7 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT	14
ARTICLE 8 – ACCEPTATION DE L’OFFRE	15
1. IDENTIFICATION DE L’ACHETEUR	10
2. IDENTIFICATION DU CREANCIER AU TITRE DU MARCHÉ PUBLIC	10
3. IDENTIFICATION DE LA CREANCE CESSIBLE	11
4. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES AFFECTANT LE MARCHÉ ET/OU LA CREANCE	12
5. MODIFICATION(S) ULTERIEURE(S) DE LA CREANCE	13
6. SIGNATURE DES PARTIES	15

Pouvoir adjudicateur :

Société Publique Locale « Chartres Aménagement »

Siège social : Hôtel de ville, Place des Halles – 28000 CHARTRES

Adresse de correspondance : 14, rue Saint Michel – 28000 CHARTRES (France)

Tél : +33 (0) 2 37 22 05 29 – Fax : +33 (0) 2 37 23 83 96

Société au capital de 5 852 000 Euros

Immatriculée au R.C.S de Chartres sous le numéro 514 950 104 (2009 B 651)

Personne signataire du marché : Monsieur le Président Directeur Général de la SPL Chartres Aménagement

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique :

Hélène CORDIER

ARTICLE 1 – CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom « le titulaire » : Magissant en mon nom personnel,
domicilié à

- Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître de l'ouvrage conformément à l'article 2.5 ci-dessous :

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :

- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

Après avoir pris connaissance du présent marché et de ses annexes ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

- M'ENGAGE sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies ;
- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours :

Compagnie :

N° police :

- CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

1^{er} sous-traitant

2^{ème} sous-traitant

Compagnie :

N° police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 1 – CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire".

M
..... agissant au nom et pour le
compte de la société dénommée ayant son siège
social à

- Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître de l'ouvrage conformément à l'article 2.5 ci-dessous :
.....

- Forme de la société : Capital :
.....

- Immatriculée à l'INSEE :
.....

- Numéro SIRET :
.....
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :
.....
- Numéro d'identification au registre du commerce :
.....

Après avoir pris connaissance du présent marché et de ses annexes, ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

- M'ENGAGE sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies ;
- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours :

Compagnie :

N° police :

- CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

1^{er} sous-traitant

2^{ème} sous-traitant

Compagnie :

N° police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 1 – CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES)

NOUS soussignés,

☐ cotraitants conjoints,

☐ cotraitants solidaires,

engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, désignées dans le marché sous le nom « TITULAIRE »

• 1^{er} cocontractant

(cas d'une personne morale)

M.....

..... agissant au nom et pour le compte de la société

.....

ayant son siège social à

.....

- Forme de la société : Capital :

.....

- Immatriculée à l'INSEE :

.....

- Numéro SIRET :

.....

- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

.....

- Numéro d'identification au registre du commerce :

.....

(cas d'une personne physique)

M..... agissant en mon nom personnel

domicilié

à.....

et immatriculé au RCS de sous le n° :

et étant pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, représentés par

.....

☐ La société (Cas de la personne morale)

.....

représentée par M

.....

ou Monsieur (Cas de la personne physique)..... ,

dûment mandaté à cet effet, est le **mandataire du groupement solidaire**.

- Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître de l'ouvrage conformément à l'article 2.5 ci-dessous :

.....

2^{ème} cocontractant

(cas d'une personne morale)

M

.....
..... agissant au nom et pour le compte de la société

.....
ayant son siège social à

• Forme de la société : Capital :
.....

• Immatriculée à l'INSEE :
.....

• Numéro SIRET :
.....

• Code la nomenclature d'activité française (NAF) :
.....

○ Numéro d'identification au registre du commerce :
.....

(cas d'une personne physique)

M..... agissant en mon nom personnel

Domicilié à
.....

et immatriculé au RCS de sous le n° :

et étant pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, représentés par
.....

3^{ème} cocontractant :

(cas d'une personne morale)

M
.....

..... agissant au nom et pour le compte de la société

.....
ayant son siège social à

• Forme de la société : Capital :
.....

• Immatriculée à l'INSEE :
.....

○ Numéro SIRET :
.....

○ Code la nomenclature d'activité française (NAF) :
.....

○ Numéro d'identification au registre du commerce :
.....

(cas d'une personne physique)

M..... agissant en mon nom personnel

domicilié

à.....

et immatriculé au RCS de sous le n° :

et étant pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, représentés par

.....

Après avoir pris connaissance du présent marché et de ses annexes, ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous notre seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

- AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que nous sommes titulaires d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que nous encourons :

	1 ^{er} cocontractant	2 ^{ème} cocontractant	3 ^e cocontractant
Compagnie :

N° police :

CONFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

	1 ^{er} sous-traitant	2 ^{ème} sous-traitant
Compagnie :
N° police :

NOUS ENGAGEONS sans réserve, en tant qu'entrepreneurs groupés, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies ;

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ – DESCRIPTION ET LIEU D'EXECUTION

2.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution des travaux d'aménagement de la rue du faubourg Saint Jean à Chartres dans le cadre de la ZAC du pole gare.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

Lieu d'exécution des travaux : ZAC POLE GARE – Chartres et Mainvilliers (28).

2.2 - Allotissement

Le marché comprend deux lots :

N° du lot	Désignation du lot
1	VRD et espaces verts
2	Enfouissements et éclairage

Le présent acte d'engagement correspond au lot n° 1.

2.3 - Décomposition en tranches

Il est prévu une décomposition en tranches.

Cette décomposition concerne tous les lots ou certains lots selon les modalités suivantes :

- **Lot n°1 : VRD et espaces verts**

Le lot comporte une (1) tranche ferme définie comme suit :

- **Tranche ferme** : Réalisation des travaux d'aménagement de la rue du faubourg Saint Jean à Chartres dans le cadre de la ZAC du Pôle gare.

- **Lot n°2 : Enfouissements et éclairage**

Le lot comporte une (1) tranche ferme définie comme suit :

- **Tranche ferme** : Travaux d'aménagement de la rue du faubourg Saint Jean à Chartres dans le cadre de la ZAC du Pôle gare.

2.4 – Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 3 – DUREE, DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ ET RECONDUCTION

3.1 – Durée et délai d'exécution du marché

3.1.1 Délai d'exécution global et des travaux allotis

Le délai d'exécution global du marché est de : douze (12) mois

- ☐ à compter de la date fixée par l'OS précisant la date de démarrage de la période de préparation.
- ☒ à compter de la notification du marché.
- ☐ à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer les prestations.

La durée d'exécution des marchés comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux de chacun des marchés allotis. La durée de la période de préparation est fixée à l'article 10.2 du CCAP.

Le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire du présent marché est fixé, au sein du délai global d'exécution, dans le calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent acte d'engagement, qui précise les dates d'intervention relatives à chacun des lots. Le maître d'œuvre délivrera pour chaque marché, un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

Conformément à l'article 18.1.4 du CCAG travaux, le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire du présent marché est confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG et à l'article 10.1.1 du CCAP.

3.1.2 Délai d'exécution des tranches

Les délais d'exécution de chacune des tranches sont fixés comme suit :

- Tranche ferme : deux mois (2) mois de préparation et douze (12) mois d'exécution à compter de la notification du marché ou de la date fixée dans l'OS de démarrage comme indiqué ci-dessus.

En tout état de cause, à l'expiration du délai d'exécution global du marché, éventuellement prolongé, le maître d'ouvrage sera considéré comme ayant renoncé à l'exécution des tranches optionnelles non encore affermies.

3.2 - Reconduction

Le marché ne sera pas reconduit.

ARTICLE 4 – Prix

4.1 - Modalités de variation des prix.

Le marché est passé à prix révisable. La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois de la date limite de remise des offres (mois mo) moins trois mois.

Les conditions de variation de prix sont définies au CCAP.

4.2 - Montant de l'offre.

Cet acte d'engagement correspond :

- à la solution de base ☐
- à une solution variante ☐

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires dont le libellé est détaillé au BPU.

Partie à prix unitaire (à compléter par le candidat) :

L'offre est constituée par le bordereau de prix unitaires ci-annexé.

Le montant de la partie du marché tel qu'il résulte du détail évaluatif ci-annexé (application du bordereau des prix unitaires) est de :

Montant € HT :

.....

Montant HT (en lettres) :

.....

TVA au taux de..... % Montant en €.

Montant € TTC

.....

Montant €TTC (en lettres)

.....

En cas de groupement d'entreprises conjoint avec mandataire solidaire ou de groupement solidaire avec une répartition de la rémunération, la décomposition des prestations et paiements par cotraitant est précisée dans un document fourni par le candidat, avec la remise de son offre, sur la base du bordereau des prix unitaires.

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses travaux. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

La décomposition du prix par tranche est la suivante (veiller à la cohérence entre l'annexe financière et les éléments indiqués ci-dessous) :

	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC
Tranche ferme			

Tranche ferme - en toutes lettres

montant H.T. :

au taux de T.V.A. de :% Montant :

montant T.T.C. :

TOTAL GENERAL - en toutes lettres

montant H.T. :

au taux de T.V.A. de :%. Montant :

montant T.T.C. :

4.3 - Sous-traitance

Le titulaire :

☐ n'envisage pas de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

☐ envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que le titulaire,

mandataire ou cotraitant envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous- traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

Le titulaire annexe au présent acte d'engagement les actes spéciaux de chacun des sous-traitants (cf. modèle ci-joint). Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée acceptée par la notification du contrat et qui prendra effet à la date de notification.

Cas d'une entreprise :

Nature de la prestation	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation HT
	TOTAL =	

Cas d'un groupement :

Entreprise donneur d'ordre et prestation intéressée	Nature de la prestation sous- traitée	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation HT
		TOTAL =	

ARTICLE 5 - AVANCE

Le marché ne fait pas l'objet d'une avance.

ARTICLE 6 - REGLEMENT

4.4 - Délais de règlement

Le délai de paiement des acomptes est de : 60 jours, à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'œuvre.

Le délai maximum de paiement du solde est de 60 jours, à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

Le taux des intérêts moratoires est fixé à l'article 6.3 du CCAP.

4.5 - Mode de règlement

- Cas d'un titulaire unique

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché par :

- virement établi à l'ordre du titulaire (joindre les RIB)

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

- Cas d'un groupement solidaire sans répartition des paiements

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché par :

- virement sur un compte ouvert au nom du mandataire solidaire (joindre un RIB).
- virement sur un compte commun ouvert au nom des entrepreneurs groupés (joindre un RIB)

DESIGNATION DU MANDATAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

- Cas d'un groupement conjoint

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché selon la répartition définie par le titulaire dans son offre, sur la base du bordereau des prix unitaires :

- virement établi à l'ordre des membres du groupement conjoint (joindre les RIB).

DESIGNATION DU COTRAITANT	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	

- Cas d'un groupement solidaire avec répartition des paiements

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché selon la répartition définie Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché selon la répartition définie par le titulaire dans son offre, sur la base du bordereau des prix unitaires :

- virement établi à l'ordre des membres du groupement conjoint (joindre les RIB),

Cette possibilité de répartition des paiements ne saurait remettre en cause la solidarité des membres du groupement.

DESIGNATION DU COTRAITANT	PRIX TTC <i>(Préciser les tranches le cas échéant)</i>
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire	

ARTICLE 7 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées à l'article 11.7 du CCAP.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le candidat unique ou chaque cotraitant est informé qu'il n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés s'ils ont déjà été remis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

- Le candidat doit indiquer, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces tel que fixé par le RDC,
 - o d'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais,
 - o et d'autre part, la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises.
- Les documents doivent être toujours valables.

Le candidat unique ou chaque cotraitant est informé qu'il n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à

disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Le candidat doit indiquer, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces tel que fixé par le RDC,
 - d'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais
 - et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.

L'accès à ces documents est gratuit.

Le candidat est informé de ce que la non-production de ces pièces entraînera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

Fait en deux exemplaires originaux

A : Le

Mention(s) manuscrite(s)

"Lu et approuvé"

Signature(s) du (ou des) entrepreneur(s) ou du mandataire dûment habilité par un pouvoir (ci-joint) des cotraitants

ARTICLE 8 – ACCEPTATION DE L'OFFRE

La présente offre est acceptée.

A Le

Le pouvoir adjudicateurSignature :

Liste des pièces en annexe :

- **Annexe 1 - Cadre d'acte spécial de sous-traitance**
- **Annexe 2 - Certificat de cessibilité**
- **Annexe 3 - Engagement d'insertion**

ANNEXE 1 - CADRE D'ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

MARCHES PUBLICS DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE²

DC4

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](#), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](#), [R. 2162-7 à R. 2162-12](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](#) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 23612-1 à R. 2362-6](#), [R. 2362-7](#), [R. 2362-8](#), [R. 2362-9 à R. 2362-12](#), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](#) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A - Identification de l'acheteur

Désignation de l'acheteur :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante)

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances) : *(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie)*

B - Objet du marché public

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance)

² Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

C - Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante)

un document ☐ annexé à l'offre du soumissionnaire

un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement *(sous-traitant présenté après attribution du marché)* ☐

un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du ☐

D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postales et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

Adresses postale et du siège social *(si elle est différente de l'adresse postale)* :

Adresse électronique :

Numéros de téléphone et de télécopie :

Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement *(entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.)* :

En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

E - Identification du sous-traitant

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postales et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

Adresse électronique :

Numéros de téléphone et de télécopie :

Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant :

(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur)

Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](#) n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ([Art. R. 2151-13](#) et [R. 2351-12](#) du code de la commande publique) ?

Oui Non ☐ ☐

Pour les **marchés de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement **et** à condition que le marché concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service ([article R. 2393-33](#) du code de la commande publique), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

Oui ☒ Non ☐

F - Nature des prestations sous-traitées

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

Nature des prestations sous-traitées :

Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :
.....

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont : Les catégories de personnes concernées sont : Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

le sous-traitant ☒ présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par [l'article 28 du règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016](#) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Dans les **marchés de défense et de sécurité**, lieu d'exécution des prestations sous-traitées :

G - Prix des prestations sous-traitées

Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant HT :
- Montant TTC :

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant du [2 nonies de l'article 283 du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire) :
- Montant hors TVA :

Modalités de variation des prix :

Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct ([article R. 2193-10](#) ou [article R. 2393-33](#) du code de la commande publique) :
(Cocher la case correspondante.)

Oui Non ☐ ☐

H - Conditions de paiement

Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire : Numéro de compte :

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

(Cocher la case correspondante.)

Oui Non ☐ ☐

I – Durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois

*(Nota : Si la durée indiquée dans le contrat de sous-traitance ne correspond pas à un nombre entier, arrondir au nombre entier supérieur.
Ex : 20 jours = 1 mois, 1 mois et 2 semaines = 2 mois, etc.)*

La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois est de :

J - Capacités du sous-traitant

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité (MDS), ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2)

J1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

-
-
-
-
-

J2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder *(applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique)* :

Adresse internet :

Renseignements nécessaires pour y accéder :

K - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure

K1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur (*) :

- a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (**);
- b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante :

☐

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#), aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) ou aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(**) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

K2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :
(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

Adresse internet :

Renseignements nécessaires pour y accéder

L - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public

(Cocher les cases correspondantes.)

1ère hypothèse Le ☐ présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

l'exemplaire unique ☐ ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

une attestation ☐ ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2ème hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :
☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité,

prévus à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique, qui est joint au présent DC4 ;
OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

M - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant *(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant).*

A , le A , le

Le sous-traitant :
(personne identifiée rubrique E du DC4)

Le soumissionnaire ou le titulaire :
(personne identifiée rubrique C1 du DC2)

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A , le

Le représentant de l'acheteur :

N - Notification de l'acte spécial au titulaire. *(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)*

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :
(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____, le

Date de la dernière mise à jour : 12/10/2023.

ANNEXE 2 – CERTIFICAT DE CESSIBILITE

1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Désignation de l'acheteur :

Société Publique Locale « Chartres Aménagement »

Siège social : Hôtel de ville, Place des Halles – 28 000 CHARTRES

Adresse de correspondance : 14, rue Saint Michel – 28 000 CHARTRES

(France) Tél : +33 (0) 2 37 22 05 29 – Fax : +33 (0) 2 37 23 83 96

Société au capital de 5 852 000 Euros

Immatriculée au R.C.S de Chartres sous le numéro 514 950 104 (2009 B 651)

Personne signataire du marché : Monsieur le Président Directeur Général de Chartres Aménagement

Origine de son pouvoir de signature : Décision du Conseil d'administration de Chartres Aménagement du 25 juin 2021

Désignation de la personne habilitée à donner les renseignements prévus l'article R.2191-60 du code de la commande publique : Monsieur le Président Directeur Général de Chartres Aménagement

Désignation du comptable : service comptabilité de Chartres Aménagement

2. IDENTIFICATION DU CREANCIER AU TITRE DU MARCHE PUBLIC

Désignation du créancier :

- nom :

- raison sociale :

- adresse :

- numéro SIRET :

Renseignements complémentaires sur le créancier :

Titulaire du marché ☐

Membre d'un groupement solidaire ☐

Membre d'un groupement conjoint ☐

Mandataire solidaire ☐

Mandataire conjoint ☐

Agissant pour son propre compte..... ☐

Habileté à céder ou nantir la créance du groupement ☐

(dans ce dernier cas, indiquer la référence de l'habilitation) :

.....

.....

3. IDENTIFICATION DE LA CREANCE CESSIBLE

Désignation du marché et de son montant :

- Objet du marché :

- Date de notification du marché :

- Montant cédé ou nanti :

Montant € HT :

..... TVA

au taux de..... % Montant en

€..... Montant € TTC :

.....

Correspondant :

☐ au marché global ;

☐ au montant de part du cotraitant titulaire du marché ;

☐ au montant de part du marché restant à exécuté par le titulaire ;

☐ de la tranche n° du marché ;

☐ du lot n° du marché ;

☐ du bon de commande n° du marché.

- autres :

4. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES AFFECTANT LE MARCHÉ ET/OU LA CREANCE

Le marché ne prévoit pas le versement d'une avance au créancier au titre du marché

Le marché prévoit une retenue de garantie ☐

- En cas de retenue de garantie, son pourcentage .. %

Le marché prévoit un délai d'exécution des prestations..... ☐

- Dans ce cas, la durée mentionnée est de :

.....

- Le cas échéant, les dates prévisionnelles de début d'exécution et d'achèvement sont

.....

Le marché prévoit un délai maximum de paiement..... ☐

- Dans ce cas, le délai maximum de paiement est de : 60 jours à compter de la réception de la demande.

Le cas échéant, référence du taux des intérêts moratoires mentionné :

..... Le marché prévoit un montant

.....

☐

Montant prévu pour l'ensemble du marché..... € (TTC)

Montant prévu pour la tranche concernée € (TTC)

Montant prévu pour le lot concerné € (TTC)

Le titulaire souhaite ne pas confier l'exécution d'une partie des prestations à des sous-traitants ayant droit au paiement direct

.....

☐

Cette partie non sous-traitée est au maximum de € (TTC)

Le titulaire a confié l'exécution d'une partie des prestations à des sous-traitants ayant droit au paiement direct : ☐

Cette partie sous-traitée est de € (TTC)

5. MODIFICATION(S) ULTERIEURE(S) DE LA CREANCE

(à renseigner autant de fois que nécessaire)

1re modification	La créance cessible est ramenée/portée à :€.	Date/Signature PA
2e modification	La créance cessible est ramenée/portée à :€.	Date/Signature PA

3e modification	La créance cessible est ramenée/portée à :€.	Date/Signature PA
4e modification	La créance cessible est ramenée/portée à :€.	Date/Signature PA
Ne modification	La créance cessible est ramenée/portée à :€.	Date/Signature PA

En cas de cession ou de nantissement, le cessionnaire ou le titulaire du nantissement transmet l'original du présent
certificat au comptable

6. SIGNATURE DES PARTIES

A le
.....

Signature du
créancier ou de son
représentant

A le
.....

Signature de l'acheteur
ou de son représentant

ANNEXE 3 - ENGAGEMENT D'INSERTION

L'entreprise

Nom du signataire

Qualité du signataire

DECLARE, avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et notamment de son article n° 10.7 relatif aux dispositions relatives à la clause de promotion pour l'emploi en faveur des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières ;

M'ENGAGE, à réserver dans l'exécution du marché, le nombre d'heures insertion inscrit à l'acte d'engagement insertion.

Ci-dessous le tableau récapitulatif des heures d'insertion à réaliser par lot :

Lot	Intitulé du lot	Nb d'heures insertion minimum à réaliser
1	VRD et espace verts	490
2	Enfouissements et éclairage public	140

M'ENGAGE, à transmettre au plus tard le 20 de chaque mois tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action (document de contractualisation et relevé d'heures mensuel fournis par le facilitateur clause social de Chartres métropole – Pôle développement économique, compétitivité, emploi et innovation – Direction Parcours Entreprises).

A

Le

L'Entrepreneur

Le Maître d'ouvrage